

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 23 |

15 AVRIL 1925

| PRIX : 2 FR.

C'est par suite d'une erreur d'impression que notre dernier numéro, reçu par nos abonnés le 1^{er} avril, portait la date du 15 mars et le n° 21 comme le précédent. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes cette erreur et lu comme suit :

N° 22, 1^{er} avril 1925.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

ENCORE LE PALAIS ROYAL DE BARCELONE. — En prévision du prochain voyage de la Cour à Barcelone, les hommes que le Dictateur a placés à la tête de la municipalité et de la Députation vont voter deux millions (un million pour la municipalité et un autre pour la Députation) pour l'aménagement du Palais de Pedralbes. C'est ainsi que l'on détourne les fonds publics lorsque les ouvriers n'ont pas de maisons habitables et lorsque l'instruction publique est abandonnée.

LE DERNIER MANIFESTE DE L'UNION PATRIOTIQUE. — Commentant le dernier manifeste de l'Union Patriotique espagnole, le Quotidien du 6 courant s'exprime ainsi : « Ses promesses ne trompent personne. Au lieu d'assainir la politique, le Directoire y a ajouté un peu plus de corruption et les histoires scandaleuses de Primo de Rivera courent les rues. Au lieu de stimuler l'effort économique, le Directoire l'a déprimé. Au lieu de tirer l'Espagne des embarras du Maroc, il a accumulé échec sur échec et jamais les Riffains n'ont été aussi forts. Quant à l'Union patriotique, c'est un parti sur le papier, rien de plus. »

LES TROUBLES UNIVERSITAIRES DE BARCELONE. — De graves troubles universitaires se sont déroulés à Barcelone à la suite de la nomination du nouveau doyen de la Faculté de Médecine, M. Bonafonte, nomination qui a été faite, cette fois-ci, suivant le règlement et contre l'avis du recteur de l'Université, M. Martínez Vargas. En conséquence, pour fêter la nomination du docteur Bonafonte les étudiants ont conquis le fameux espagnolard qu'est le Dr Martínez Vargas. Celui-ci appela la police et les gardes civiques qui pénétrèrent dans l'Université. Mais les étudiants sont entrés à leur tour dans les bureaux du recteur et ont brûlé les portraits d'Alphonse XIII et de Primo de Rivera. Dans la rue, les gardes civiques firent feu sur les étudiants, dont plusieurs ont été blessés. La censure a empêché la presse de Barcelone de rapporter ces événements.

LA DÉPUTATION DE BARCELONE. — Par suite à la mise en vigueur du nouveau statut provincial, la Mancomunitat catalane a été dissoute et la Députation de Barcelone s'est nouvellement constituée avec les membres que le Directoire a bien voulu nommer. M. Sala a été désigné comme président. On voit que M. Sala a tenu la promesse qu'il avait faite de ne plus se mêler de politique si le Directoire venait à supprimer la Mancomunitat. On n'a jamais vu de plus grand farceur!

CONTRE LA PRESSE. — La censure militaire continue à être impitoyable pour les journaux catalans. Aussi, le journal Patria, de Valls, a dû cesser sa publication.

CONTRE LA LIBERTÉ DE PAROLE. — Le comte de Romanones, qui prépare un nouveau livre politique et dont l'activité a été très remarquée ces temps derniers, avait annoncé une conférence publique, qui devait être donnée à Saint-Sébastien, sur le sujet suivant : « La Mancomunitat de Catalogne et le nouveau statut provincial ». Les autorités militaires de Guipuzcoa n'ont pas autorisé cette conférence. D'autre part, la société de Terrassa, Escola Coral, a été punie d'amende pour avoir admis un conférencier qui s'était exprimé en langue catalane.

INTERCHANGE INTELLECTUEL FRANCO-CATALAN. — Outre les cours qu'il a professés à la Faculté de médecine de Barcelone, le Dr Charles Richet a donné à l'Athénée Barcelonais une conférence sur la métapsychique. Pendant son séjour à Barcelone, le Dr Richet a été très fêté par les intellectuels catalans. Tous les journaux de Barcelone ont publié de longs articles étudiant la personnalité de l'illustre homme de science français.

PERSÉCUTIONS. — Le gouverneur de Gérone, général Urquia, a donné l'ordre d'arrestation contre le P. Barcelo, missionnaire, accusé d'avoir émis, dans l'un de ses sermons, des attaques à l'intégrité de l'unité espagnole.

Sur la frontière de Port-Bou, la police espagnole a arrêté un journaliste étranger, M. Alvarez, correspondant du journal El País, de Montevideo. M. Alvarez a été transféré aux prisons de Barcelone.

L'ÉTERNELLE ABERRATION

Un lecteur a bien voulu m'écrire :

« Comment n'avez-vous pas remarqué que la méthode d'oppression et d'abâtissement systématique à laquelle obéit l'empirique Directoire d'Espagne en Catalogne est exactement celle qu'employait la Russie des Tsars en Pologne? »

Juste remarque en effet. S'attaquer à l'intelligence éprise de liberté, c'est la tactique éternelle des tyrans. En Pologne? Sans doute. Il suffit de lire les œuvres des émancipateurs russes et des grands auteurs polonais pour y apprendre que l'école apparaissait aux policiers des Tsars comme leur pire ennemie. Apprendre, c'est comprendre. Comprendre, c'est comparer. En Pologne, toutefois, la férocité du tyran — non seulement russe, mais germanique aussi bien — s'exerçait sur une race slave, énergique sans doute, capable de haïr avec force, mais dolente. En Catalogne, la race est vive, latine, impatiente. Elle fatiguera ses bourreaux.

En supprimant la Mancomunitat, c'est la créatrice d'écoles, d'universités, et la dispensatrice de progrès, d'hygiène et de science qu'a voulu atteindre le Directoire galonné. Trop civilisé, le Catalan ne peut qu'aspirer davantage à obtenir le divorce. Il a honte de cette Espagne barbare, obstinément encrassée dans l'ignorance et la tourbe. Il importe de mettre un frein au progrès de la Catalogne, et, si possible, de la ramener progressivement à l'état primitif si l'Espagne royale entend la conserver. Voilà la tactique. On appelle cela une politique, à Madrid.

Non certes, la méthode n'est pas originale. Elle fut employée en Alsace par les serviteurs des Hohenzollern, à l'égard des mainteneurs des influences d'Occident. Il convenait d'empêcher les petits Alsaciens de parler français, afin de les contraindre aux lois et coutumes germaniques. C'était le temps où, périodiquement, Hansi et ses émules étaient jetés en prison. La fronde, la caricature, la critique n'étaient pas tolérées au pays annexé. A la volonté française de l'authentique peuple alsacien, on opposait la force et la crainte inutile des cachots.

C'a été la méthode turque, en Arménie, et plus généralement à l'égard de tous les chrétiens d'Orient : massacres, déportations, destitutions étaient ordonnés pour décourager le Chrétien de conserver sa foi, l'indigène de parler sa langue; les écoles, les livres, là encore, étaient les grands ennemis.

C'a été la méthode autrichienne — et donc germanique — en Bohême. Et je pourrais multiplier à l'infini l'exemple du tyran qui n'admet point que les races s'épanouissent au gré des latitudes et des conditions ethniques, au lieu d'obéir au bon plaisir d'un potentat esclavagiste et borné. C'est l'imbécillité originelle, l'imbécillité fatale des despotes qui leur interdit à tout jamais de comprendre que la contrainte appelle l'inévitable réaction de la révolte. Ce que les rois et leurs procureurs tentent d'empêcher au nom de la loi, quand ce à quoi ils s'attaquent ainsi est naturel comme l'eau ou le vent, ne semble jamais s'apaiser que pour se réveiller avec plus de violence.

Le séparatisme catalan n'était, à l'arrivée de

Primo au pouvoir, que la passion de quelques exaltés. L'Espagne pouvait alors composer avec la Catalogne. L'autonomie régionaliste revendiquée alors par les théoriciens du catalanisme aurait pu être admise à Madrid sans que l'unité ni le prestige du royaume en fussent entamés. Désormais, le séparatisme se confond avec le sentiment patriotique du peuple catalan. Le nationalisme est devenu la foi commune à tous les partis politiques. Tel est le résultat le plus apparent d'une politique de force : tel est le résultat des quelques mois de brimades, de sanctions, de persécutions, de terreurs, à l'issue desquels on se flattait d'abolir définitivement dans l'esprit de ses quelques théoriciens l'idée du séparatisme lui-même.

Et les Catalans les moins portés à l'insurrection qui se montraient hier encore timides devant le mouvement nationaliste lui ont été gagnés enfin par la dernière action d'éclat du Directoire : je veux dire la suppression de la Mancomunitat.

Quiconque a l'habitude de parcourir la presse étrangère a pu constater ces jours-ci l'étendue de l'émotion qu'a causée l'annonce de cette mesure. Les journaux suisses, belges, italiens et français ont évalué l'importance de cet événement destructeur; c'est un attentat à la civilisation, à la raison, à la science, à l'intelligence. Il eût indigné un Taine comme un Renan. Voltaire aurait couvert de sobriquets honteux le roi qui permit cela. Contentons-nous de le plaindre. C'est quand la coupe est pleine qu'elle déborde. A la place de Primo, je craindrais pour mes jours. A la place du roi, je craindrais pour mon trône.

L'histoire n'est pas vieille qui nous enseigne que l'épée n'eut jamais raison de la ruse. Napoléon le savait, — qui malgré soi l'a démontré. Primo de Rivera, ne sachant rien, ne peut le savoir, mais il en prépare une démonstration nouvelle. Et je tiens les paris : c'est lui qui obligera la Catalogne à se libérer enfin plus tôt qu'elle ne l'espère. F. JEAN-DESTHIEUX.

P.-S. — L'Union Patriotique sort de sa léthargie originelle pour lancer un manifeste par lequel elle fait part au monde de son intention d'assurer, par l'attachement à la monarchie, « le développement de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la navigation, de la solution des grands problèmes sociaux », etc. On sait que l'Union serait à Primo de Rivera, si elle existait réellement et si Primo était un homme, ce qu'est le fascisme à Mussolini. Mais il faut sans retard dénoncer l'imposture de cette organisation, plus théâtrale que positive. En Catalogne, il y avait des écoles, des universités, des établissements d'enseignement technique, des offices commerciaux et industriels, des écoles d'agriculture, un réseau fort convenable de voies ferrées, un réseau très perfectionné de téléphone; il y avait de la richesse et les problèmes sociaux ne s'y posaient guère. Il y avait des hôpitaux et des médecins autant qu'il en fallait. Qui avait créé et organisé tout cela? — La Mancomunitat. Qui est-ce qui supprime cette institution régionale et désorganise aussi tout cela, après avoir fermé les écoles, licencié les professeurs et brimé les avocats? — Le Directoire, soutenu par la vagissante Union Patriotique. Le Manifeste de cette dernière n'est donc qu'un mensonge de plus. F. J.-D.

LA DISSOLUTION DE LA MANCOMUNITAT

EN CATALOGNE

Lorsqu'il fit son coup d'Etat, le général Primo de Rivera annonça qu'il allait résoudre, entre autres problèmes (celui du Maroc, par exemple), le problème catalan. Sur la façon de traiter ce problème, il a singulièrement changé d'avis, car, s'il proclamait, en 1923, qu'il fallait rendre fortes ces régions pour qu'elles puissent se développer davantage, il a tout dernièrement avoué que ce relèvement des régions pouvait nuire à l'intégrité de l'Etat. Le Statut provincial tout récemment promulgué vise l'anéantissement des régions et le renforcement des départements. Pour le Directoire, le problème catalan est d'ores et déjà résolu par le nouveau statut. C'est un procédé assez commode de résoudre les problèmes en niant tout bonnement leur existence ou en les ignorant tout à fait, comme il ressort, en ce qui concerne le problème de Catalogne, du statut provincial espagnol déjà entré en vigueur.

Pour le Directoire, le problème catalan n'existe que par le fait de la Mancomunitat, c'est-à-dire par l'existence d'une concession arrachée au centralisme espagnol et constituant une organisation très sommaire de vie administrative autonome. Cette Mancomunitat, qui a une brillante histoire administrative et intellectuelle et qui démontre le degré de prospérité où peut arriver la Catalogne le jour où elle rachètera sa souveraineté politique, a été dis-

soute par la promulgation du Statut provincial. Cette destruction est, aux yeux du Directoire, le dernier mot pour la solution du problème le plus pressant de l'Espagne. Mais cette façon de résoudre les problèmes n'est pas admise par les Catalans sans un sentiment d'amertume, mêlé d'ironie.

On suivit avec un grand intérêt, en Catalogne, les événements politiques qui se déroulèrent autour de l'approbation du Statut provincial. Ce document a servi à essayer de dégager la couronne du Directoire. Avant la signature du statut, le roi demanda au Directoire quelques jours pour l'étudier et y faire les modifications que la couronne estimerait nécessaires. Une demande de cette sorte, dans le protocole constitutionnel, avait amené l'abandon du projet. Cette façon d'agir était même destinée à assurer au roi le droit d'initiative en tous temps. Il se peut que le roi ait supposé que le Directoire comprendrait et démissionnerait. Des constitutionnalistes espagnols, tels que M. de Romanones n'auraient pas été étrangers à cette manœuvre.

Mais le Directoire ne démissionna pas. Pour s'opposer aux initiatives de la couronne, il s'est servi des officiers espagnols en garnison à Barcelone. Ces officiers se réunirent au Cercle militaire, qui est le rempart des fameuses Juntas militaires dont toute la vie politique espagnole dépend; ils s'entendirent pour adresser une dépêche au roi le sommant d'accepter le Statut et de supprimer la Mancomunitat. Des

trente colonels qui assistaient à la réunion, trois seulement déclarèrent qu'il s'agissait là d'une affaire étrangère à leurs fonctions. Le général Barrera fut chargé de communiquer au roi les exigences de la garnison de Barcelone et des Juntas. Le roi, qui depuis quelques jours résistait, s'appuyant sur MM. Romanones et Sala, ne trouva d'autre issue que de céder. Ce curieux épisode politique a démontré, une fois de plus, que, par-dessus l'opinion publique, par-dessus les partis, par-dessus le Directoire et par-dessus la couronne elle-même, ce sont les Juntas militaires qui gouvernent l'Espagne.

La nouvelle loi, qui ramifiait le centralisme de l'Etat, a été reçue par l'opinion avec une sorte d'ahurissement. Tous les commentaires qu'on y fait répondent à une situation future, pour le moment hypothétique. Le nouveau Statut n'a presque pas suscité d'articles dans les journaux. La presse ne sait comment s'y prendre. D'abord, le Statut n'est appliqué que partiellement et on doute qu'il puisse être mis complètement en vigueur. Puis personne ne s'est occupé de l'étudier à fond. C'est une loi diffuse, remplie de principes contradictoires et dont le texte formerait un volume de 300 pages. On n'a remarqué que la faculté que l'on accorde aux provinces d'augmenter les impôts jusqu'au chiffre de 85 %. Cette course éfrénée à l'augmentation des impôts pour faire face aux dépenses du Maroc est le seul point positif que le public a saisi. Ceci, avec le coup mortel lancé sur la Mancomunitat a complètement déçu l'opinion catalane.

EN FRANCE

La presse française a commenté la dissolution de la Mancomunitat catalane dans des termes très flatteurs pour les Catalans. Lorsqu'il donna la nouvelle de la dissolution et celle de la promulgation du Statut provincial, le Temps écrivait :

« Le général Primo de Rivera, président du Directoire, a adressé à l'Espagne une sorte de message dans lequel il explique principalement pourquoi le nouveau Statut provincial que le roi a signé hier prescrit dans un de ses articles la suppression de la Mancomunitat des quatre provinces catalanes. Le général Primo de Rivera était autrefois un grand partisan des groupements régionaux tels que la Mancomunitat catalane, croyant qu'ils ne pouvaient que maintenir et renforcer l'unité nationale. Mais il a changé d'avis. »

Le Journal des Débats du 28 mars écrivait :

« La Mancomunitat de Catalogne vient d'être supprimée. Un pas de plus a été fait, et un pas très grave, qui éloigne la Catalogne de l'Espagne. Elle était le lien des quatre provinces catalanes. En permettant aux provinces de Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone de former la Mancomunitat, l'Etat ne s'était dépeuplé d'aucune de ses attributions. Pour les Catalans, tout en étant une très mince concession, elle était la première conquête que leurs efforts avaient atteinte, et leur patriotisme et leur ténacité en avaient fait un instrument très puissant pour le développement de leur province.

« Cette puissance déplaisait. On avait mis autant d'entraves que possible à son activité. Mais, jusque-là, on n'avait pas osé la supprimer.

« Le Directoire l'a fait cependant, après avoir destitué tous les députés de la Mancomunitat élus par le peuple, et les avoir remplacés par des députés nommés par lui. La plupart, dociles instruments du dictateur, ont accepté avec joie la ruine de la Mancomunitat; il y en a eu même qui l'ont poussé à poursuivre sans hésitation son dessein. Mais, M. Alfonso Sala, le président, et quelques-uns de ses amis, n'ont pas voulu se plier à pareille chose. On leur avait dit qu'ils étaient appelés à diriger la Mancomunitat pour lui enlever toute tendance catalaniste; on leur avait promis qu'aussitôt cette tâche accomplie, de nouvelles concessions seraient faites à la Mancomunitat. Et voilà qu'au moment où M. Sala et ses compagnons, après avoir travaillé sans relâche à l'œuvre d'« espagnolisation » de la Mancomunitat, attendaient les concessions promises, la nouvelle leur arrive que, dans le Statut provincial que l'on allait promulguer, on supprimait la Mancomunitat. M. Sala est alors allé plusieurs fois à Madrid. Il a travaillé près du Directoire et surtout près du roi, afin d'éviter un fait pareil. L'inutilité de ses efforts vient de paraître avec la publication du Statut provincial : le statut de la Mancomunitat de la Catalogne, approuvé par le décret royal du 26 mars 1914, y est déclaré nul. »

Le même journal commentait, quelques jours plus tard, le nouveau Statut provincial. Il s'exprimait ainsi :

« Mais là où le nouveau statut a produit la pire impression, c'est en Catalogne. Il est étonnant de voir jusqu'à quel degré la plus grande partie de ce Statut provincial est inspirée par la crainte que suscite le problème de la Catalogne. On y tâche, autant que possible, d'empêcher les nationalistes catalans d'avoir de nouveau dans leurs mains un instrument de pouvoir, comme était la Mancomunitat de Catalogne, biffée d'un coup de plume dans la nouvelle loi. Le général Primo de Rivera, dans un manifeste qu'il a publié tout de suite après la publication du Statut, s'adresse spécialement à l'opinion catalane pour lui expliquer son changement d'avis. On sait que le général, avant le coup d'Etat, était partisan de donner satisfaction aux aspirations autonomistes de la Catalogne. A présent, dans ce manifeste, il avoue qu'il a rectifié complètement son opinion en une année et demie. C'est pour cela qu'au lieu de concéder aux Catalans un régime autonome, tel